

**Sommet extraordinaire des
organisations nationales antidopage**
Copenhague, Danemark, le 30 août 2016

Nous, rassemblement désintéressé d'organisations nationales antidopage (ONAD) issues du monde entier, nous considérons que la lutte pour un sport propre en est rendue à la croisée des chemins. Animés par la volonté de défendre au mieux les sportifs propres, nous nous sommes réunis afin de proposer des réformes dont nous sommes convaincus qu'elles protégeront mieux ces derniers, qu'elles restaureront la confiance dans l'intégrité du sport au plan international qui a été profondément détériorée, et qu'elles garantiront que les événements regrettables de ces dernières années ne se reproduiront plus. Par conséquent, nous recommandons et proposons ce qui suit :

1. Depuis 1999, l'Agence mondiale antidopage (AMA) a permis des avancées significatives dans la lutte pour un sport propre. Nous soutenons l'autorité et l'autonomie de l'AMA et rejetons toute les tentatives visant à affaiblir son mandat, son autonomie ou ses actions. Nous appuyons pleinement une Agence mondiale antidopage forte adhérant aux principes d'indépendance, de séparation des pouvoirs et de bonne gouvernance, incluant :
 - a. une amélioration des systèmes de surveillance de la conformité au Code mondial antidopage (ci-après dénommé « Code ») et à la convention internationale contre le dopage dans le sport de l'UNESCO pour permettre une identification précoce des défaillances affectant les systèmes antidopage ;
 - b. une modification du Code pour clarifier et élargir la portée des violations et des conséquences d'une non-conformité à celui-ci, telle que le détournement systématique du programme antidopage (comme récemment en Russie), y compris l'adoption de sanctions emportant un fort effet dissuasif ;
 - c. le fait pour l'AMA de disposer du pouvoir et de la capacité d'enquêter et d'imposer des sanctions proportionnées dans tous les cas de non-conformité au Code ;
 - d. un approfondissement de l'encadrement des ONAD en développement ou considérées non-conformes afin que soient améliorées la qualité et l'intégrité des efforts engagés au niveau national dans la lutte contre le dopage ; à cet égard, un dispositif devrait être mis en place pour que les organisations antidopage sanctionnées pour des cas de non-conformité peu critiques puissent maintenir leurs actions.
 - e. l'adoption et la mise en œuvre de pratiques de bonne gouvernance comme, par exemple, l'indépendance, la transparence (y compris *via* des mécanismes de surveillance), la limitation de la durée des mandats, une approche inclusive, la mise en place d'un comité d'audit, etc. ;
 - f. l'indépendance dans l'exercice de la gouvernance et des décisions opérationnelles, comme développé ci-dessous au point 2.

.../...

2. Le système antidopage devrait être indépendant des organisations sportives. Dans sa version actuelle, le Code pose le principe que les ONAD doivent être indépendantes dans leurs décisions et leur organisation (article 20, § 20.5.1). Ce principe devrait être applicable à l'AMA, aux organisations responsables de grandes manifestations (y compris le CIO) et aux fédérations sportives internationales. Nous recommandons en conséquence que soit revues et modifiées la définition des « *organisations antidopage* » dans le Code, ainsi que l'inclusion dans cette catégorie des fédérations sportives internationales, du CIO et des organisations responsables de grandes manifestations. En outre, nous recommandons que :
 - a. les responsables, directeurs, membres du personnel et l'ensemble des décisionnaires d'organisation antidopage ne puissent pas simultanément siéger au conseil d'administration ou détenir un poste de direction ou de décisionnaire au sein d'une fédération sportive internationale ou d'une organisation responsable de grandes manifestations.
 - b. le directeur exécutif ainsi que l'ensemble des membres du conseil d'administration d'une organisation antidopage soient sélectionnés en toute indépendance et transparence, conformément au point 2.a ci-dessus.
3. L'engagement continu des fédérations sportives internationales, des organisations responsables de grandes manifestations et des autres organisations sportives en matière d'élaboration et de suivi des règles antidopage, d'éducation, de programmes de prévention, de partage d'information et de coopération avec les organisations antidopage reste primordial dans la lutte contre le dopage. Toutes les mesures doivent être prises pour renforcer cet engagement.
4. La lutte contre le dopage est fondamentale pour assurer l'intégrité des compétitions sportives et les valeurs du sport. Le CIO a appelé de ses vœux un système antidopage indépendant des organisations sportives. Par conséquent, il est entendu que le CIO et les fédérations sportives internationales continueraient à financer indépendamment et de manière significative la lutte contre le dopage en mettant à disposition un financement de départ se situant à un niveau au moins aussi élevé que l'investissement actuel.
5. En plus du soutien financier actuel des gouvernements, des ressources supplémentaires doivent être consacrées à la lutte contre le dopage (y compris par l'AMA et les organisations antidopage) venant des contributeurs actuels mais également de l'ensemble des acteurs tirant un bénéfice d'un sport propre.
6. L'élaboration d'un programme d'incitation, de gestion et de protection des lanceurs d'alerte devrait se voir reconnaître la plus grande priorité principale de l'AMA.

Face aux événements internationaux importants qui se sont récemment fait jour, nous recommandons :

1. Le soutien et l'aboutissement de l'enquête indépendante relative au dopage d'État en Russie menée par l'expert indépendant, Richard McLaren, comprenant :
 - a. des sanctions adéquates en cas de violation des règles ou de non-conformité au Code ;
 - b. une reconnaissance et un dédommagement significatifs pour tous ceux qui ont été lésés du fait de violations des règles antidopage commises par d'autres ;

.../...

- c. la poursuite de la surveillance, par des experts internationaux, de l'Agence antidopage russe et du laboratoire antidopage russe, afin de garantir la mise en œuvre des réformes et la fiabilité des futurs programmes antidopage, pour le bien-être des sportifs russes et de l'ensemble des sportifs propres dans le monde.
2. Qu'une reconnaissance et une compensation significatives pour leur contribution courageuse soient accordées à Yuliya et Vitaly Stepanov ainsi que pour tous les lanceurs d'alerte cités dans l'enquête menée par l'expert indépendant et les enquêtes précédentes de la Commission d'enquête indépendante de l'AMA, sans lesquels le système de dopage d'État n'aurait pu être dénoncé. Les organisations compétentes devraient faire tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger et assurer la sécurité et un avenir pérenne à Yuliya, Vitaly ainsi qu'à tous les autres lanceurs d'alerte. Nous demandons au CIO et à la Russie de reconnaître publiquement la contribution significative de Yuliya, de Vitaly et de tous les autres lanceurs d'alerte à un sport propre et d'aider à garantir leur sécurité, leur bien-être et leur avenir.

Le présent document a été rédigé et approuvé par des responsables d'ONAD de plusieurs pays (Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, France, Irlande, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Singapour et Suisse) ainsi que par l'Institut des organisations nationales antidopage (iNADO).